

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

15 janvier 2021

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative à la reconnaissance
de la République indépendante d'Artsakh**

(déposée par Mme Ellen Samyn et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 januari 2021

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de erkenning
van de onafhankelijke Republiek Artsakh**

(ingediend door mevrouw Ellen Samyn c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurd papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La résurgence en septembre 2020 du “conflit gelé” portant sur la région arménienne historiquement autonome du Haut-Karabagh, y compris les provinces frontalières environnantes connues sous le nom de République d’Artsakh, a remis à l’agenda politique le statut international de cette région. L’Artsakh a joui pendant des siècles d’un statut autonome en tant que région ethniquement arménienne, tant au sein de la grande Arménie qu’au sein du territoire de l’actuel Azerbaïdjan.

Les racines historico-culturelles arméniennes de cette région remontent au cinquième siècle avant J.-C., lorsque la dynastie arménienne des Orontides régnait sur la région. Plus tard, sous la dynastie Artaxiad, l’Artsakh a continué à faire partie du royaume d’Arménie et sous leur domination, l’empire arménien s’est développé pour devenir l’un des plus grands d’Asie occidentale. À l’apogée de l’expansion arménienne, l’emblématique roi Tigrane II construisit plusieurs villes portant son nom, dont le site historico-archéologique de Tigranakert, dans le Haut-Karabagh, qui a été la cible de bombardements azéris. Par la suite, l’Arménie a été partagée entre les empires expansionnistes des Romains et des Perses. Même lorsque l’Artsakh est tombé sous la domination perse, les Arméniens ont finalement obtenu l’autonomie dans cette région. Ils ont formé la première nation chrétienne après avoir adopté le christianisme orthodoxe comme religion d’État dès 301. Comme les Sassanides perses voulaient imposer leur religion, le mazdéisme, cela a provoqué un conflit avec les Arméniens et leurs évêques n’ont pas pu assister au Concile de Chalcédoine en 451, au cours duquel eut lieu un débat théologique sur les points de discorde au sein de la religion chrétienne. Une fracture est ainsi apparue entre l’Église apostolique arménienne et l’Église catholique romaine latine. C’est précisément cette spécificité religieuse arménienne qui explique leur autonomie séculaire. Comme l’église arménienne n’était plus associée à l’église et à la culture gréco-latines, ils ont obtenu la liberté religieuse sous l’empire perse. De la fin du V^e siècle au début du XX^e siècle, les dirigeants successifs perses, arabes et russes ont accordé une grande autonomie à la région connue sous le nom de Karabagh.

Après une brève période d’indépendance après la Première Guerre mondiale, l’Artsakh repasse sous contrôle russe et est rattaché à la République soviétique d’Azerbaïdjan en 1921. L’Artsakh a été artificiellement coupé du reste de l’Arménie, qui est devenue une république soviétique à part entière, du fait de son rattachement à l’Azerbaïdjan. Il s’agissait d’une manœuvre

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het oplaaien in september 2020 van het “bevroren conflict” omtrent de historisch autonome Armeense regio Nagorno-Karabach, inclusief de omringende grens-provincies gekend als de Republiek Artsakh, plaatst de internationale status van dit gebied opnieuw op de agenda. Artsakh heeft een eeuwenoude autonome status gekend als een etnisch Armeense regio zowel binnen het grotere Armenië als binnen het territorium van het huidige Azerbeïdjan.

De historisch-culturele Armeense wortels van dit gebied zijn reeds geworteld in de vijfde eeuw voor Christus, wanneer de Armeense dynastie van de Orontiden over het gebied heerste. Onder de latere Artaxiadendynastie bleef Artsakh deel uitmaken van het koninkrijk Armenië en onder hun heerschappij groeide het Armeense Rijk uit tot één van de grootste van West-Azië. De iconische Armeense vorst Tigranes II bouwde op het hoogtepunt van de omvang van Armenië verschillende steden die naar hem vernoemd zijn, waaronder de door de Azeri’s beschoten historisch-archeologische site Tigranakert in Nagorno-Karabach. Vervolgens werd Armenië tussen de expansieve imperia van de Romeinen en Perzen verdeeld. Ook toen Artsakh onder Perzisch bestuur viel was er uiteindelijk sprake van autonomie voor de Armenen in dit gebied, die de eerste christelijke natie vormden na het aannemen van het orthodoxe christendom als staatsreligie, reeds in 301. Omdat de Perzische Sassaniden hun religie wilden opleggen, het mazdeïsme, leidde dat tot conflict met de Armenen en konden hun bisschoppen niet aanwezig zijn op het Concilie van Chalcedon in 451, waar een theologisch debat werd gevoerd over twistpunten binnen de christelijke religie. Zo ontstond een breuk tussen de Armeens-apostolische kerk en de Latijnse Rooms-katholieke kerk. Precies deze Armeense religieuze eigenheid verklaart hun eeuwenlange autonomie. Doordat de Armeense kerk niet langer werd geassocieerd met de Grieks-Latijnse kerk en dito cultuur, verkregen ze godsdienstvrijheid onder het Perzische rijk. Van de late vijfde tot de vroege twintigste eeuw hebben opeenvolgende Perzische, Arabische en Russische heersers het gebied dat bekendstond als Karabach grote autonomie toegestaan.

Na een korte onafhankelijke periode na de Eerste Wereldoorlog, werd Artsakh opnieuw door de Russen onder de voet gelopen en toegewezen aan de Sovjetdeelrepubliek Azerbeïdjan in 1921. Artsakh werd kunstmatig afgesneden van de rest van Armenië, dat een eigen Sovjetrepubliek vormde, door het in Azerbeïdjan onder te brengen. Dit was een strategisch manoeuvre

stratégique de l'Union soviétique, dans une tentative de maintenir la nouvelle République séculière turque hors de la sphère d'influence occidentale. Cependant, sous Staline, en 1923, le Haut-Karabagh a été à nouveau reconnu en tant qu'“*oblast*” autonome au sein de la République soviétique d'Azerbaïdjan. L'Artsakh a été séparé de la mère patrie historique arménienne par un couloir azerbaïdjanais, où les Arméniens étaient majoritaires à l'époque.

L'explication ci-dessus montre clairement que l'actuelle République d'Artsakh plonge ses racines dans une nation arménienne historiquement autonome qui, au gré des puissances occupantes étrangères, a tantôt été rattachée à l'Arménie tantôt non. Cette autonomie historique a été à nouveau remise en question dans les années 1990, après l'effondrement de l'Union soviétique, par les Azerbaïdjanais, qui revendiquaient la région. Un conflit armé a éclaté et a été gelé par un cessez-le-feu en 1994, qui a respecté et dessiné les frontières d'une République autonome d'Artsakh.

Le 27 septembre 2020, le conflit a repris et un affrontement armé s'est engagé entre les forces militaires arméniennes et azerbaïdjanaises dans et autour du Haut-Karabagh.

Des crimes de guerre ont été commis, tels que l'utilisation de bombes à fragmentation, des attaques contre des écoles, des hôpitaux, des infrastructures, des tombes, des églises et des monuments historiques, et finalement l'occupation militaire d'une partie importante du Haut-Karabagh par les Azéris, y compris les provinces environnantes. L'Azerbaïdjan a également établi une liaison terrestre avec son exclave du Nakhitchevan, ce qui lui permet d'avoir une frontière directe avec son proche allié dans ce conflit, la Turquie d'Erdogan. Le cessez-le-feu signé sous la pression de la Russie et en dehors du cadre de concertation du groupe de Minsk de l'OSCE a temporairement mis fin à ce conflit. La Turquie, la Russie et l'Azerbaïdjan en sortent tous gagnants, la population arménienne étant clairement la grande perdante.

Cette trêve est en réalité une pacification qui a été imposée aux citoyens arméniens sous la menace dès lors qu'elle implique la perte de zones extrêmement vastes qui faisaient précédemment partie des territoires autonomes arméniens de la République d'Artsakh. Les frontières de 1994 ont été complètement effacées et des milliers d'Arméniens ont été contraints de quitter leurs terres et leurs maisons pour fuir les violences de la guerre. Il est clair que cette situation désastreuse n'est pas une issue acceptable pour les Arméniens et qu'elle ne peut donc pas conduire à une paix durable. En effet, outre que ce récent conflit a causé une immense

van de Sovjetunie, in een poging om de nieuwe seculiere Turkse Republiek uit de westerse invloedssfeer te houden. Onder Stalin werd Opper-Karabach in 1923 echter weer erkend als een autonome “*oblast*” binnen de Sovjetrepubliek Azerbeidzjan. Artsakh werd afgezonderd van het historische Armeense moederland met een Azerbeidzjaanse corridor, waar toen in meerderheid Armenen woonden.

Bovenstaande uiteenzetting maakt duidelijk dat de hedendaagse Republiek Artsakh wortelt in een historisch autonome Armeense natie die, afhankelijk van buitenlandse heersers, afwisselend verbonden was met Armenië. Die historische autonomie werd in de jaren '90, na het uiteenvallen van de Sovjetunie, opnieuw in vraag gesteld door de Azerbeidzjanen, die aanspraak maakten op het gebied. Er brak een gewapend conflict uit dat bevroren werd met een wapenstilstand in 1994, die de grenzen van een autonome Republiek Artsakh respecteerde en uittekende.

Op 27 september 2020 werd de lont opnieuw in het kruitvat gestoken en startte een gewapend treffen tussen Armeense en Azerbeidzjaanse militairen in en rondom Nagorno-Karabach.

Dit leidde tot oorlogsmisdaden zoals het gebruik van clusterbommen, aanvallen op scholen, ziekenhuizen, infrastructuur, graven, kerken en historische monumenten en uiteindelijk militaire bezetting van een aanzienlijk deel van Nagorno-Karabach door de Azeri's, inclusief de omringende provincies. Tevens zette Azerbeidzjan een landverbinding op met hun exclave Nachitsjevan, wat hen rechtstreeks doet grenzen aan naaste bondgenoot in dit conflict, het Turkije van Erdogan. Met een staakt-het-vurenbestand onder druk van Rusland en buiten het overlegkader van de Minskgroep van de OVSE, werd dit conflict tijdelijk besloten. Zowel Turkije, Rusland als Azerbeidzjan winnen bij dit resultaat en laten de Armeense bevolking eenduidig achter als grote verliezer.

Dit bestand mag gerust een pacificatie met het mes op de keel van de Armeense burgers genoemd worden, gezien het enorme gebiedsverlies van voorheen Armeense autonome gebieden in de Republiek Artsakh. Van de grenzen van 1994 is geen enkele sprake meer en duizenden Armenen zijn van hun gronden en uit hun huizen verjaagd, op de vlucht voor het oorlogsgeweld. Het moge duidelijk zijn dat deze nefaste situatie voor de Armenen geen aanvaardbare uitkomst voor hen is en dus ook geen duurzame vrede kan betekenen. Het resultaat van dit recente conflict is immers niet enkel immens humanitair leed, maar ook een complete miskkenning

souffrance humanitaire, il a exprimé le mépris total de l'Azerbaïdjan pour l'autonomie dont l'Artsakh a bénéficié durant des siècles.

À côté des raisons d'ordre historique, plusieurs arguments convaincants de droit international permettent encore de considérer la République d'Artsakh comme un État indépendant. Premièrement, l'Artsakh satisfait aux critères imposés par la Convention de Montevideo de 1933 pour être reconnu en tant qu'État, critères qui font partie du droit international coutumier. Cette république a une population permanente, un territoire qui peut être défini et des institutions étatiques qui exercent une juridiction indépendante, et elle peut établir des relations diplomatiques avec d'autres États. Des relations diplomatiques ont déjà été établies avec des entités non étatiques comme Taïwan (ROC), l'Autorité nationale palestinienne, le Saint-Siège et l'Ordre de Malte. Aucun argument de droit international ne s'oppose dès lors à ce que l'on fasse de même à l'égard de la République d'Artsakh. Cette dernière n'est actuellement reconnue que par les États non reconnus d'Ossétie du Sud, d'Abkhazie et de Transnistrie, par dix États américains et par les parlements régionaux du Pays basque et de la Nouvelle-Galles du Sud.¹

Autre argument en faveur de cette reconnaissance: la République d'Artsakh a déclaré son indépendance par l'intermédiaire du Parlement du Haut-Karabagh le 2 septembre 1992, ce qui montre que l'idée d'un État souverain et indépendant bénéficie d'un large soutien démocratique au sein de la population de l'Artsakh.²

À cela s'ajoute la valeur de précédent de l'avis consultatif sur la déclaration d'indépendance du Kosovo rendu par la Cour internationale de justice de La Haye, qui précise que la déclaration d'indépendance de la République ne viole pas le droit international et que sa reconnaissance est donc un choix politique.³

Ce choix politique a du reste déjà été fait par le Sénat français, qui a adopté, le 25 novembre, une résolution exhortant le gouvernement français à reconnaître l'indépendance de la République d'Artsakh. En prenant cette décision très courageuse, le Sénat français s'est attiré les foudres du Parlement azerbaïdjanais, qui a demandé au gouvernement azerbaïdjanais de tout mettre en œuvre pour exclure la France de la coprésidence du groupe de Minsk.

¹ Proposition de résolution du 18 novembre 2020 concernant l'établissement de relations diplomatiques avec la République d'Artsakh (déposée par M. Peter De Roover, DOC 55 1655/001).

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

door Azerbeïdzjan van de eeuwenoude autonomie die Artsakh gekend heeft.

Naast historische redenen bestaan er ook overtuigende internationaalrechtelijke argumenten om de Republiek Artsakh als een onafhankelijke staat te beschouwen. Om te beginnen voldoet Artsakh aan de criteria om als staat erkend te worden, die zijn vastgelegd in de Conventie van Montevideo in 1933 en tevens principes van internationaal gewoonterecht uitmaken. Het beschikt immers over een permanente bevolking, een afgrensbaar territorium, eigen staatsinstellingen die rechtsmacht uitoefenen op een onafhankelijke wijze en ten laatste is het in de mogelijkheid diplomatieke betrekkingen aan te gaan met andere staten. Er zijn al diplomatieke betrekkingen aangegaan met niet-statelijke entiteiten als Taiwan (ROC), de Palestijnse Nationale Autoriteit, de Heilige Stoel en de Orde van Malta, dus er is geen internationaalrechtelijk argument waarom dit niet ook zou kunnen met de Republiek Artsakh. Vooral nog wordt het land echter enkel erkend door niet-erkende staten Zuid-Ossetië, Abchazië, Transnistrië, door tien Amerikaanse Staten en door de regionale parlementen van Baskenland en New South Wales.¹

Een ander argument is dat de Republiek Artsakh zijn onafhankelijkheid uitriep bij monde van het parlement van Nagorno-Karabach, op 2 september 1992. Dit wijst op een breed democratisch draagvlak onder de bevolking van Artsakh voor een eigen, soevereine en onafhankelijke staat.²

Verder is er de precedentswaarde van de *Advisory opinion on Kosovo's declaration of independence* van het Internationaal Gerechtshof in Den Haag, waarin het IGH beslist dat de onafhankelijkheidsverklaring van de Republiek niet in strijd is met het internationaal recht en dat erkenning ervan dus neerkomt op een politieke appreciatie.³

Deze politieke appreciatie werd overigens al gemaakt door de Franse Senaat, die op 25 november een resolutie aannam die de Franse regering aanmaande de onafhankelijkheid van de Republiek Artsakh te erkennen. Dit was een zeer moedige beslissing en kwam de Franse Senaat op de toorn van het Azerbeïdzaanse parlement te staan, die de Azerbeïdzaanse regering aanspoorde alles in het werk te stellen om Frankrijk als covoorzitter van de Minskgroep te schrappen.

¹ Voorstel van resolutie van 18 november 2020 betreffende het aanknopen van diplomatieke relaties met de Republiek Artsakh (ingediend door de heer Peter De Roover DOC 55 1655/001).

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

Certains appellent aujourd'hui également à établir des relations diplomatiques avec la République d'Artsakh, ce qui, en droit international, équivaut à une reconnaissance implicite de la région en tant qu'État indépendant. La présente proposition de résolution entend dès lors aller plus loin en appelant les choses par leur nom.

Elle invite dès lors le gouvernement à suivre l'exemple du Sénat français et à reconnaître la République d'Artsakh en tant qu'État souverain indépendant. En plus de protéger la population civile touchée et le patrimoine arménien, cette reconnaissance constituerait un témoignage capital de solidarité à l'égard des Arméniens vivant en Artsakh ou en Arménie et de la diaspora arménienne. Cette reconnaissance se fonde en effet sur des arguments historiques et des arguments de droit international très solides.

Sommige partijen roepen nu ook op om diplomatieke betrekkingen te openen met de Republiek Artsakh, wat internationaalrechtelijk neerkomt op een impliciete erkenning van het gebied als een onafhankelijke staat. Deze resolutie wil daarom een stap verder gaan en onmiddellijk man en paard noemen, zonder omwegen.

Deze resolutie vraagt om het voorbeeld van de Franse Senaat te volgen en de Republiek Artsakh te erkennen als een eigen, onafhankelijke, soevereine staat. Naast de bescherming van de getroffen burgerbevolking en het Armeense erfgoed zou dit feit voor de Armenen in Artsakh, Armenië en de diaspora van enorme waarde zijn om als bondgenoot in hun zaak onze solidariteit te tonen. De historische en internationaalrechtelijke onderbouwing voor deze erkenning zijn immers zeer sterk.

Ellen SAMYN (VB)
Annick PONTHER (VB)
Dominiek SNEPPE (VB)
Steven CREYELMAN (VB)
Pieter DE SPIEGELEER (VB)
Kurt RAVYTS (VB)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que la République d'Artsakh, non reconnue à ce jour, partage avec l'Arménie de profondes racines historico-culturelles qui remontent au cinquième siècle avant Jésus-Christ;

B. considérant que la République d'Artsakh a successivement fait partie de la Grande Arménie historique et de plusieurs empires mondiaux comme l'Empire perse, l'Empire arabe et l'Empire russe, où la région connue sous le nom de Karabagh et sa population arménienne ont toujours joui d'une large autonomie;

C. considérant que l'Artsakh a été artificiellement séparé du reste de l'Arménie par l'Union soviétique en annexant cette région au territoire de l'Azerbaïdjan et en emménageant un corridor azerbaïdjanais où vivent essentiellement des Arméniens;

D. considérant qu'en 1923, dans l'Union soviétique de Staline, le Haut-Karabagh a aussi et à nouveau été reconnu comme un *oblast* autonome au sein de la République soviétique d'Azerbaïdjan;

E. rappelant que le conflit armé entre 1988 et 1994 a débouché sur la signature, en 1994, d'un armistice traçant les grandes lignes des frontières de la République autonome d'Artsakh;

F. soulignant que le *statu quo* de 1994 respectant les frontières de la République autonome d'Artsakh a été violé par l'agression militaire de l'Azerbaïdjan;

G. soulignant en outre que la population civile arménienne d'Artsakh a été la principale perdante du récent conflit compte tenu de la perte substantielle de territoire et d'autonomie et des graves violations des droits humains qu'elle a subis, par exemple en raison de l'utilisation de bombes à sous-munitions et d'attaques visant des infrastructures, des écoles, des hôpitaux, des sépultures, des églises et des monuments;

H. estimant que le cessez-le-feu récemment conclu entre l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Russie, dans le cadre duquel la Russie a fait office de médiatrice et a stationné une force de paix dans le Haut-Karabagh, revient à pacifier le conflit en mettant le couteau sous la gorge des Arméniens, et qu'il ne pourra dès lors jamais servir de socle à une paix durable;

I. estimant que des arguments convaincants sur le plan du droit international s'ajoutent à des arguments

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het feit dat de vooralsnog niet-erkende Republiek Artsakh diepe Armeense historisch-culturele wortels heeft die teruggaan tot de vijfde eeuw voor Christus;

B. gelet op het feit dat de Republiek Artsakh afwisselend deel uitmaakte van uitgebreid historisch Armenië en verschillende wereldrijken zoals dat van de Perzen, Arabieren en Russen, waarbinnen het gebied dat bekendstaat als Karabach en zijn Armeense bevolking steeds ruime autonomie genoot;

C. gelet op het feit dat Artsakh kunstmatig werd afgesneden van de rest van Armenië door de Sovjetunie, door het in Azerbeïdzjan onder te brengen en een Azerbeïdzjaanse corridor aan te leggen, waar hoofdzakelijk Armenen leefden;

D. gelet op het feit dat ook onder de Sovjetunie van Stalin Opper-Karabach in 1923 weer erkend werd als een autonome *oblast*, binnen de Sovjetrepubliek Azerbeïdzjan;

E. herinnert eraan dat na het gewapend conflict van 1988-1994 een wapenstilstand werd afgesloten in 1994 dat de krijtlijnen uittekende van de grenzen van een autonome Republiek Artsakh;

F. wijst erop dat het status quo van 1994, met respect voor de grenzen van het autonome Artsakh, geschonden is door de militaire agressie van Azerbeïdzjan;

G. wijst er tevens op dat de Armeense burgerbevolking van Artsakh de grote verliezer is van het recente conflict omwille van het enorme gebieds- en autonomieverlies en de ernstige mensenrechtenschendingen waarmee het geconfronteerd werd, zoals het gebruik van clusterbommen, het aanvallen van infrastructuur, scholen, ziekenhuizen, graven, kerken en monumenten;

H. is van oordeel dat het staakt-het-vurenbestand dat recent is afgesloten tussen Azerbeïdzjan, Armenië en Rusland, waarbij Rusland de bemiddelaar was en een vredesmacht stationeerde in Nagorno-Karabach, een pacificatie is met het mes op de keel van de Armenen en derhalve nooit de basis kan vormen voor een duurzame vrede;

I. vindt dat er naast historische argumenten ook overtuigende internationaalrechtelijke argumenten bestaan

historiques pour justifier de considérer la République d'Artsakh comme un État indépendant, notamment le fait qu'elle satisfasse aux critères retenus pour définir l'État souverain dans la Convention de Montevideo de 1933;

J. vu les différents appels lancés en faveur de l'établissement de relations diplomatiques avec la République d'Artsakh, appels qui, en droit international, impliquent une reconnaissance implicite de l'Artsakh comme État indépendant et souverain;

K. soulignant que des relations diplomatiques ont déjà été établies avec des entités non étatiques, comme Taiwan (RDC), l'Autorité nationale palestinienne, le Saint-Siège et l'Ordre de Malte;

L. considérant que la République d'Artsakh a proclamé son indépendance au Parlement du Haut-Karabagh le 2 septembre 1992, cette proclamation témoignant d'une large adhésion démocratique de la population d'Artsakh à la création d'un État propre, souverain et indépendant;

M. vu la valeur de précédent de l'avis consultatif sur la déclaration d'indépendance du Kosovo rendu par la Cour internationale de justice de La Haye, avis dans lequel la Cour conclut que la déclaration d'indépendance du Kosovo n'était pas contraire au droit international et que sa reconnaissance est donc un choix politique;

N. considérant que ce choix politique a été fait par le Sénat français, le 25 novembre dernier, lorsqu'il a adopté une résolution appelant le gouvernement français à reconnaître l'indépendance de la République d'Artsakh;

O. considérant qu'en plus de protéger la population civile touchée et le patrimoine arménien, la reconnaissance de l'Artsakh au titre de république indépendante aurait une valeur considérable pour les Arméniens vivant sur place et vivant en Arménie ou dans la diaspora, et témoignerait de notre solidarité de pays allié à leur cause,

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'établir des relations diplomatiques avec la République d'Artsakh et, le cas échéant, d'établir une mission diplomatique permanente en Artsakh et d'autoriser la République d'Artsakh à faire de même sur notre territoire;

om de Republiek Artsakh als onafhankelijke staat te beschouwen, waaronder het voldoen aan de criteria voor staatschap zoals neergelegd in de Conventie van Montevideo uit 1933;

J. gelet op de diverse oproepen om diplomatieke betrekkingen aan te knopen met de Republiek Artsakh, wat impliciet een erkenning van Artsakh als onafhankelijke, soevereine staat inhoudt volgens internationaal recht;

K. wijst erop dat er reeds diplomatieke betrekkingen zijn aangegaan met niet-statelijke entiteiten als Taiwan (ROC), de Palestijnse Nationale Autoriteit, de Heilige Stoel en de Orde van Malta;

L. gelet op het feit dat de Republiek Artsakh zijn onafhankelijkheid uitriep bij monde van het parlement van Nagorno-Karabach, op 2 september 1992, wat wijst op een breed democratisch draagvlak onder de bevolking van Artsakh voor een eigen, soevereine en onafhankelijke staat;

M. gelet op de precedentswaarde van de *Advisory opinion on Kosovo's declaration of independence* van het Internationaal Gerechtshof in Den Haag, waarin het IGH beslist dat de onafhankelijkheidsverklaring van de Republiek niet in strijd is met het internationaal recht en dat erkenning ervan dus neerkomt op een politieke appreciatie;

N. gelet op het feit dat deze politieke appreciatie werd gemaakt door de Franse Senaat, die op 25 november een resolutie aannam die de Franse regering aanmaande de onafhankelijkheid van de Republiek Artsakh te erkennen;

O. gelet op het feit dat naast de bescherming van de getroffen burgerbevolking en het Armeense erfgoed een erkenning van Artsakh als onafhankelijke republiek voor de Armenen daar, in Armenië en in de diaspora van enorme waarde zou zijn om als bondgenoot in hun zaak onze solidariteit te tonen,

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. diplomatieke betrekkingen aan te knopen met de Republiek Artsakh en indien de reactie positief is, een permanente diplomatieke zending in Artsakh te vestigen en er één te laten vestigen door de Republiek Artsakh op ons grondgebied;

2. de reconnaître la République d'Artsakh comme un État autonome, indépendant et souverain en droit international.

3 décembre 2020

2. de Republiek Artsakh te erkennen als eigen, onafhankelijke en soevereine staat volgens internationaal recht.

3 december 2020

Ellen SAMYN (VB)
Annick PONTHER (VB)
Dominiek SNEPPE (VB)
Steven CREYELMAN (VB)
Pieter DE SPIEGELEER (VB)
Kurt RAVYTS (VB)